

## Kim, Sabrina

---

**De :** Kim, Sabrina  
**Date :** Mercredi 6 mai 2020, 8 h 50  
**À :** Harris, Emily (SPAC/PSPC)  
**Cc :** Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); [Natacha.Engel@international.gc.ca](mailto:Natacha.Engel@international.gc.ca)  
**Objet :** RE : Le Canada compte beaucoup sur la Chine pour des équipements de protection individuelle, car la pénurie provoquée par la pandémie se poursuit.

D'accord, merci. Il y a deux semaines environ, les fonctionnaires de SPAC et d'AMC ont indiqué qu'ils essayaient de déterminer si une partie des 89 millions de masques de mauvaise qualité saisis par la Chine était destinée au Canada. Selon eux, il est probable que des fournisseurs canadiens aient été impliqués dans la saisie.

Auriez-vous l'amabilité de vérifier ce qu'il en est auprès de vos fonctionnaires pour savoir s'ils ont terminé cette analyse. Cela nous serait très utile.

J'ajoute Natacha. Natasha, pouvez-vous vérifier également?

Sabrina

**De :** Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)>  
**Date :** Mercredi 6 mai 2020, 8 h 33  
**À :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Cc :** Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)>  
**Objet :** Re : Le Canada compte beaucoup sur la Chine pour de l'équipement de protection individuelle, car la pénurie provoquée par la pandémie se poursuit.

Pas pour autant que nous sachions, non, mais quelques fournisseurs de masques ont demandé l'annulation de leurs contrats parce qu'ils ne sont pas en mesure de les fournir. Il est possible qu'ils aient fait marche arrière, sachant que les masques ne répondraient pas aux normes médicales, mais ce pourrait aussi être pour d'autres raisons.

Donc, pas à notre connaissance, mais il est tout à fait possible que certains fournisseurs ayant depuis annulé leurs contrats aient été mêlés à cela.

Envoyé de mon iPhone

Le 6 mai 2020, à 8 h 03, Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)> a écrit :

Qu'est-il arrivé aux 89 millions de masques saisis? Y en avait-il du Canada?

*Le mois dernier, le gouvernement chinois a révélé avoir saisi 89 millions d'articles de piètre qualité. Depuis le début de la pandémie, le Canada a par ailleurs reçu au moins un million de masques de la Chine qui ne respectent pas ses normes.*

**De :** News / Nouvelles (PCO/BCP) <[News-Nouvelles@pco-bcp.gc.ca](mailto:News-Nouvelles@pco-bcp.gc.ca)>  
**Date :** Mercredi 6 mai 2020, 7 h 18  
**À :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pnno-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pnno-cpm.gc.ca)>  
**Objet :** CBC : Le Canada compte beaucoup sur la Chine pour de l'équipement de protection individuelle, car la pénurie provoquée par la pandémie se poursuit.



CBC : Le Canada compte beaucoup sur la Chine pour de l'équipement de protection individuelle, car la pénurie provoquée par la pandémie se poursuit.

### Le Canada compte beaucoup sur la Chine pour de l'équipement de protection individuelle, car la pénurie provoquée par la pandémie se poursuit

Santé Canada a temporairement abaissé sa norme pour l'importation d'EPI afin de répondre à la demande

Geoff Leo • CBC News • Affiché le 6 mai 2020

Plus de deux mois après le début de la pandémie de coronavirus, les gouvernements fédéral et provinciaux prennent des mesures extraordinaires pour fournir de l'équipement de protection individuelle aux travailleurs de la santé, notamment en leur permettant d'utiliser des masques périmés.

Avec plus de 61 000 cas de COVID-19 d'un océan à l'autre, et le pays ayant atteint le jalon de plus de 4 000 morts mardi, les fournitures arrivent tout juste des fournisseurs étrangers.

En mars, Ottawa a adopté une ordonnance provisoire qui permet l'importation et la vente au Canada de masques, de visières faciales et de blouses d'hôpital, même s'ils ne répondent pas aux normes antérieures à la COVID-19 de Santé Canada.

Santé Canada n'a pas répondu aux questions de CBC News sur la façon dont il a assoupli ses règles, mais la description de l'ordonnance indique que les produits doivent toujours être « fabriqués selon des normes comparables ».

Les États-Unis semblent adopter une approche semblable. La *Food and Drug Administration* affirme que « pour la durée de la pandémie », elle permettra l'importation de masques KN95, qui sont des respirateurs fabriqués selon les normes chinoises.

En date du 30 avril, Santé Canada avait commandé 1,8 milliard d'EPI, des masques aux gants, en passant par les blouses. Parmi les 36 articles approuvés jusqu'à présent en vertu de l'ordonnance, 34 sont produits par des fabricants en Chine, dont *Wuhan Orient Honest International Trade Co.*, *Shandong Zhushi Pharmaceutical Group Co.* et *Peek-a-Boo! I A See U!*.

Ottawa n'a pas encore indiqué s'il avait passé une commande à l'une ou l'autre de ces entreprises.

Une grande partie de l'approvisionnement mondial en EPI vient de Chine.

Cela rend la situation du Canada encore plus compliquée, car le marché chinois est actuellement en difficulté, selon Lynette Ong, professeure agrégée au département de science politique et spécialiste de la Chine à l'Université de Toronto. La principale difficulté, selon elle, consiste à distinguer les bonnes pommes des mauvaises.

Le mois dernier, le gouvernement de la Chine a révélé avoir saisi 89 millions d'articles de piètre qualité. Le Canada a également reçu au moins un million de masques de la Chine qui ne respectent pas ses normes depuis le début de la pandémie.

Un « besoin urgent et sans précédent »  
L'ordonnance provisoire de Santé Canada a été motivée par ce que l'agence décrit sur son site Web comme étant un « besoin urgent et sans précédent de matériel médical pendant la crise du COVID-19 ». Selon elle, cette demande a causé des pénuries critiques.

La pénurie amène aussi certaines provinces à prendre des décisions inhabituelles.

Par exemple, CBC News a appris que les autorités sanitaires de la Saskatchewan ont décidé de permettre aux travailleurs de la santé de commencer à utiliser des masques N95 périmés de leur réserve.

Ils avaient été achetés lors de l'épidémie de grippe H1N1 en 2009-2010. La province dit qu'ils ont expiré après cinq ans, ce qui signifie qu'ils sont expirés depuis environ cinq ans.

La province a indiqué au Service d'information de CBC que les masques étaient entreposés dans des conditions optimales et qu'ils avaient été mis à l'essai par un laboratoire indépendant « où ils ont passé des tests d'inhalation/exhalation et de filtration ».

La province a attiré l'attention du Service d'information de CBC à propos d'une directive de Santé Canada selon laquelle bien que, d'habitude, les masques périmés doivent être jetés, en des temps inhabituels, « un masque périmé peut tout de même protéger efficacement le personnel soignant si les attaches sont intactes, s'il n'y a aucun signe visible de dommage, [et] si leur ajustement peut être vérifié ».

Le Service d'information de CBC a récemment rapporté qu'en mai dernier, Ottawa a jeté 2 millions de masques N95 périmés dans le site d'enfouissement de Regina quand il a fait vider son entrepôt de fournitures médicales dans la ville. Ces masques avaient également été achetés lors de la pandémie de grippe H1N1.

## **Inquiétudes à propos de « produits de qualité inférieure aux normes »**

Le président de l'Association médicale canadienne, le Dr Sandy Buchman, affirme que de telles mesures exceptionnelles inquiètent certains médecins.

« Cela nous envoie un signal, un message, que nous recevons des produits de qualité inférieure aux normes, et cela nous met, nous et nos patients... à risque. », a-t-il dit.

Le Dr Buchman a dit avoir entendu des médecins de partout au Canada s'inquiéter du manque d'EPI et de leur qualité.

« Dans certaines régions, en particulier en Alberta, les médecins étaient d'avis que l'approvisionnement était inférieur aux normes et que ces articles ne pouvaient pas être utilisés. », a déclaré le Dr Buchman.

Il a dit que cela mettait en évidence l'échec de la planification gouvernementale.

« Si on avait bien planifié et surveillé ces fournitures provinciales et fédérales, nous n'aurions pas à faire des pieds et des mains. », a-t-il dit.  
« Nous aurions des stocks et serions prêts à aller de l'avant. »

« La Chine est notre seul espoir »

Le 22 avril, Sally Thornton, vice-présidente à l'Agence de la santé publique du Canada, qui est responsable de la Réserve nationale stratégique d'urgence (RNSU), a dit au Comité permanent de la santé du gouvernement fédéral que la réserve « se portait bien ».

« La SRNU avait en fait été surveillée et stockée d'après le mandat et les fonds reçus. », a-t-elle dit.

Mme Thornton a déclaré aux parlementaires que les provinces et les territoires sont principalement responsables de l'approvisionnement de leurs propres réserves et qu'Ottawa n'est là que pour fournir une « capacité de pointe » en temps de crise.

Mais Wesley Wark, un expert en sécurité nationale de l'Université d'Ottawa qui a étudié la réserve nationale du Canada, a dit que la pandémie a mis au jour un trou béant dans la chaîne d'approvisionnement canadienne qui doit être comblée de toute urgence.

« Le concept de la SRNU a laissé tomber le Canada dans la crise actuelle. », a-t-il dit.

Patty Hajdu, la ministre fédérale de la Santé, a reconnu publiquement que le Canada n'avait probablement pas assez d'EPI dans sa réserve nationale.

M. Wark affirme que le Canada a fait des efforts pour stimuler la production nationale d'EPI, mais qu'il s'agit davantage d'une solution à long terme.

« Nous nous retrouvons dans une situation où la Chine est notre seul espoir. », a-t-il dit.

« Un marché du Far West »

L'Agence de la santé publique du Canada coordonne l'achat d'EPI pour les provinces et les territoires.

« Dans les prochaines semaines, certaines entreprises qui ont eu besoin de temps pour opérer leur mise en puissance commenceront à livrer des fournitures régulièrement. », a déclaré une note explicative jointe à la mise à jour du 1<sup>er</sup> mai sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.

« Compte tenu de la forte demande mondiale pour ces biens, il est possible que tous les contrats ne soient pas entièrement remplis.

Mme Thornton a déclaré qu'une fois qu'un fournisseur a été choisi, les produits sont inspectés visuellement en Chine. À leur arrivée au Canada, on leur fait subir des tests plus rigoureux dans un laboratoire.

Elle affirme que le Canada devra faire preuve d'une grande diligence dans un marché aussi inégal.

« Je sais à quel point ce marché est un Far West. C'est très compliqué », a-t-elle dit.

L'EPI d'origine chinoise a suscité de nombreuses préoccupations.

Lors d'une réunion du Comité permanent des opérations gouvernementales le mois dernier, Bill Matthews, le sous-ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, a confirmé que le gouvernement avait reçu de la Chine un million de masques qui, après

avoir été mis à l'essai, ont été jugés inférieurs aux normes. Il a dit que le fabricant « fournira un produit de remplacement ».

Sur sa liste de fournitures reçues, le Canada fait remarquer que, bien qu'il ait reçu plus de neuf millions de masques-respirateurs N95, « une partie importante de ces articles est encore à l'essai ».

Le 18 avril, CBC a rapporté que les travailleurs de la santé de l'Alberta se plaignent de la qualité des masques importés de Chine.

Selon un rapport publié le 27 avril dans le China Daily, propriété de l'État, les organismes de réglementation du marché ont saisi 89 millions de masques et 418 000 autres fournitures de protection.

Le vice-ministre de l'administration d'État pour la régulation du marché, Gan Lin, aurait déclaré : « Nous nous sommes surtout attaqués à ceux qui produisaient ou vendaient des matériaux de protection contrefaits, périmés ou de piètre qualité, y compris des masques et des désinfectants, et à ceux qui falsifiaient les marques de commerce d'autres manufacturiers pour induire les consommateurs en erreur. »

Sur son site Web, *Makrite Industries*, un fabricant récemment approuvé en vertu de l'ordonnance provisoire du gouvernement visant à accélérer l'entrée d'EPI au Canada, a sonné l'alarme au sujet de produits frauduleux.

« Veuillez prendre note que le masque-respirateur à particules 9500-N95 illustré sur les photos est un produit contrefait. Il n'est pas fabriqué par Makrite », a déclaré l'entreprise dans un communiqué du 8 avril.

Mme Ong, la spécialiste de la Chine, a déclaré qu'en temps normal, la Chine avait des entreprises bien établies qui fournissent au monde de l'EPI de qualité. Mais la pandémie mondiale a favorisé l'arrivée sur le marché de nombreux nouveaux venus, a-t-elle dit.

« C'est seulement en allant dans les usines, en contrôlant la qualité et la certification produit par produit, qu'on peut faire le tri. »

Le Canada « contrôle les fournisseurs » en Chine

Le Canada dit que c'est exactement ce qu'il fait. Anita Anand, Ministre de Services publics et Approvisionnement Canada, a dit au Comité permanent de la santé que le Canada avait retenu les services du cabinet de comptables et de vérificateurs Deloitte, qui « joue un rôle dans la vérification des fournisseurs et qui nous aide pour notre chaîne d'approvisionnement ».

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi le Canada ne fait pas tester les approvisionnements en Chine, Mme Thornton a répondu : « Nous préférons les tester ici. Il est bon que notre Conseil national de recherches, nos propres tests et nos propres ingénieurs y jettent un coup d'œil. [Nous sommes] très prudents quant à ce que nous envoyons aux travailleurs de la santé. »

Malgré les défis qui nous attendent, dit M. Wark, le gouvernement chinois travaillera fort pour s'assurer que le Canada obtienne des produits de qualité.

« La Chine veut pouvoir conserver sa réputation non seulement en tant que fournisseur de masse de biens, mais aussi en tant que fournisseur de biens qui fonctionnent et de biens sophistiqués. », a-t-il dit. « C'est important pour la crédibilité de la Chine. »

Un manque de coordination

Mme Thornton a déclaré qu'au début de la pandémie, quand il assumait un rôle de coordination de la commande d'EPI à l'échelle internationale, Ottawa avançait à l'aveuglette. Il n'y avait pas d'image claire de l'approvisionnement de chaque province et de l'endroit où il pourrait y avoir des pénuries.

« Nous ne connaissons pas aussi bien que ça ce que les provinces ont dans leurs réserves respectives. », a déclaré Mme Thornton au comité. « Donc, très rapidement, nous avons été avertis des lacunes à combler à l'échelle nationale. »

Elle a dit qu'au début de février, les provinces ont été invitées à répondre à un sondage indiquant les fournitures dont elles disposaient et ce dont elles avaient besoin.

Selon M. Wark, si Ottawa ne sait pas ce que les provinces possèdent, on ne peut pas construire la SRNU en s'assurant qu'elle est complémentaire aux réserves provinciales.

De plus, a-t-il souligné, les provinces n'ont aucune idée de ce qu'Ottawa a en stock.

« Il me semble que c'est un énorme problème stratégique. », estime-t-il.

Il a dit que c'est un problème que les politiciens devraient régler parce que les responsables de la santé publique prédisent de multiples vagues d'infections par la COVID-19, ce qui signifie que cette crise pourrait durer des années.

Pour consulter la version la plus récente de ce produit, [cliquez ici](#).

[Unsubscribe / Désabonnez](#)

[Change Subscriber Preferences / Modifier les préférences de l'abonné](#)